



## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2017

### Délibération n° 2017/239 DC

Un extrait de la présente délibération a été affiché au siège de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

**Le 6 octobre 2017**

Effectif statutaire :	93
Membres en exercice :	93
Quorum :	47
Présents :	77
Excusés :	16
- dont suppléés :	5
- dont représentés :	11
Absents :	4
Nombre de votants :	88

-----  
*Secrétaires de séance :*

*Monsieur Grégory PIERRE, conseiller  
de la commune de VILLEBERNIER*

*Monsieur Eric MOUSSERION conseiller  
de la commune d'ANTOIGNE*

Le jeudi vingt huit septembre deux mille dix sept à dix sept heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Centre de Formation des Apprentis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de SAUMUR, square Balzac, dans l'Amphithéâtre, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, président, le vingt deux septembre deux mille dix sept

#### Tableau d'ordre après installation et élection :

**Président :** MARCHAND Jean-Michel

#### **Vice-présidents :**

DEVAUX Isabelle, PATTEE Michel, FLEUTRY Lionel, HARRAULT Jérôme, FROGER Armel, FULNEAU Jean-Yves, GOULET Jackie, RUAULT Christian, MICHAUD Anatole, MOUSSERION Eric, BERTIN Guy, MIRANDE Rodolphe, SARAMITO Sophie, BEILLARD Sylvie, TUBIANA Sophie

#### **Conseillers :**

DURAND Marie-Luce, ROUSSEAU Didier, SEYEUX Marie, BOUCHER Yves, NIORT André, LE NEILLON Marie-France, DELAUNAY Laurence, AUVINET Françoise, ANTOINE Jean-Pierre, TAILLECOURS Isabelle, TOURON Eric, CHARTIER Claudia, VILBOUX Hervé, POIRON Jean-Marie, MORON Nathalie, ANGER Fabrice, LEFORT Alain, CHEPTOU Bruno, LEGUAY Danielle, VERITE Patrice, LAMY Benoit, PASSEDROIT Alain, SIRE Michel, GOUZIL Gilles, STEPHAN Florian, CANTIN Jeannick, MOUCHARD Patrice, SAULEAU Denis, GUILLAUME Didier, MORTIER Frédéric, BOUCHENOIRE Jacky, SCHOUBERT Odette, BRAULT Emmanuel, PEHU Nicole, JOBARD Alain, BONNIN Marc, ADAM Danièle, PERSIN Gérard, MIGNOT Eric, LEFIEVRE Eric, SIBILEAU Dominique, L'HERROUX Lydia, TAILLEE Gabriel, NIVELLE Laurent, ANGUENOT Sophie, LELIEVRE Astrid, NERON Noël, LE COZ Géraldine, LOYEAU Jack, GUILLON Béatrice, CARDET Christophe, NERON Marc-Antoine, LHEMANNE Jean-Luc, CHARRON Magalie, HENRY Véronique, PROD'HOMME Bruno, TAUGOURDEAU Sylvie, RABAULT Caroline, APCHIN Michel, DAMAS Françoise, JAMIN Charles-Henri, DUFOUR Fabrice, de LUZE Diane, BOISSONNOT Alain, SILVESTRE DE SACY Françoise, BOUTIN Bernard, OGERSAU Nicolas, CONDEMINÉ Patrick, TALLUAU Gilles, LEGRAND Didier, SUPIOT Jean-Marcel, TARDIVEL Jacqueline, CHEVALIER Yvan, PIERRE Grégory, BERTRAND Béatrice, BAUDOUIN Noël

#### **Suppléants :**

CHEYNOUX Frédéric, FOURRIER Christophe, BOIREAU Christophe, LEVEQUE Béatrice, VASSEUR Nathalie, SAUSSEREAU André, BEAUMONT Robert, GOIZET Jean-Luc, COURRIER Bernard, FOUCHARD Marie-Claude, CHAMBRY Sonia, MAINDRON Manuella, CANTIN Régine, FRESNEAU Roger, JAMERON Guy, JUIN Gilles, ISABELLON Isabelle, LEROY Olivier, DAVASE Alain, BOISSEAU Jacques, BRANCHEREAU Serge, CANTIN Stéphane, DELAUNAY Willy, CHEVROLLIER Didier, BOURIGAULT Pierre, PONTOIRE Dominique, BOUSSAULT Philippe, JAUDOUIN Michel, FOUQUET Martine, BIGOT Bruno, TELLIER Marie-Thérèse, MARQUES Manuel, BRELIÈRE Marinette, BELLANGER Sylvie, MISANDEAU Jeannine, POTIER Françoise MOREAU Etienne, BOSSIS Eric, GUYOMARD Yohan, PELLETIER Christiane, Jean-Marc CHEVALLIER

**Etat des présents :** Le Président, 15 vice-présidents, 61 conseillers = 77 membres présents

#### **Excusés par ordre d'enregistrement des pouvoirs :**

Yann PILVEN LE SEVELLEC a donné pouvoir à Marie SEYEUX ; Bruno PROD'HOMME a donné pouvoir à Jean-Michel MARCHAND ; Véronique HENRY a donné pouvoir à Marcus NERON ; Astrid LELIEVRE a donné pouvoir à Béatrice GUILLON ; Caroline RABAULT a donné pouvoir à Sophie ANGUENOT ; Emmanuel BRAULT a donné pouvoir à Jacky BOUCHENOIRE ; Magalie CHARRON a donné pouvoir à Jack LOYEAU, Noël NERON a donné pouvoir à Sylvie TAUGOURDEAU ; Lydia L'HERROUX a donné pouvoir à Eric TOURON ; Fabrice DUFOUR a donné pouvoir à Françoise DAMAS ; Charles-Henri JAMIN a donné pouvoir à Michel APCHIN

Dominique SIBILEAU a donné pouvoir à Dominique PONTOIRE (suppléant) ; Jean-Marcel SUPIOT a donné pouvoir à Françoise POTIER (suppléante) ; Alain BOISSONNOT a donné pouvoir à Manuel MARQUES (suppléant) ; Gabriel TAILLEE a donné pouvoir à Michel JAUDOUIN (suppléant) ; Marie-France LE NEILLON a donné pouvoir à André SAUSSEREAU (suppléant),

**Absents :** Hervé VILBOUX, Florian STEPHAN, Bernard BOUTIN, Marie-Luce DURAND, Marc BONNIN

### SCHÉMA DÉPARTEMENTAL D'AMÉLIORATION DE L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES AUX PUBLICS (SDAASP) DE MAINE ET LOIRE – Avis

Préoccupation largement partagée, la question du maintien, de l'accès et de la qualité des services à la population, notamment en milieu rural, a connu un nouvel enjeu avec la loi NOTRe du 8 août 2015.

Désormais, en application des dispositions de cette loi, et sur la base d'un diagnostic préalable, l'État et le Département de Maine-et-Loire ont élaboré ensemble un Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public (SDAASP). Ce nouvel outil d'aménagement du territoire porte sur l'ensemble des services essentiels aux habitants dans leur vie quotidienne\*, qu'ils soient publics ou privés. Des services qui doivent être

directement accessibles, y compris par voie électronique, au public, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales.

\* Le champ des services identifié par le SDAASP de Maine-et-Loire comporte la santé (pharmaciens, professions médicales...) ; services sociaux (Maison départementale des solidarités, CAF, CPAM, services de soins, d'aide à domicile...) ; emploi (Pôle emploi, mission locale...) ; mobilités, réseaux, numérique (transport en commun, téléphonie mobile, couverture haut et très haut débit) ; service au public du quotidien (poste, boulangeries, déchetteries, coiffure...) ; sécurité (centre de secours, gendarmerie...) ; éducation-formation (écoles, collèges...) ; équipements culturels (théâtre, cinéma...) ; équipements sportifs (bassin de natation, salle de sport...).

Pour une durée de six ans, ce schéma définit un programme d'actions destiné à renforcer l'offre de services ; il peut notamment favoriser le regroupement de différents services en un lieu unique sous la forme de maison de services publics – tel qu'il peut en exister en saumurois à Montreuil-Bellay ou en projet à Allonnes. Le projet de SDAASP est consultable via ce lien : <http://www.maine-et-loire.gouv.fr/le-schema-departemental-d-amelioration-de-l-a5274.html>

La phase de diagnostic a été lancée en juillet 2016 en associant les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les opérateurs des services. L'agglomération a pu porter une contribution spécifique, en association avec les communes pôles du territoire et les vice-présidents et délégués concernés et leurs services.

Le schéma soumis à l'avis de la communauté d'agglomération met en œuvre dix-sept actions concrètes réparties en quatre grandes orientations. A l'issue de son approbation, les territoires seront invités à se saisir de ce schéma et à s'engager à sa mise en œuvre par priorité qu'ils choisiront. Il pourra aboutir à une charte locale d'engagement par territoire avec le Département. Il prévoit notamment l'accompagnement aux usages numériques.

La commission « aménagement du territoire » du 7 septembre 2017 a émis un avis favorable au SDAASP. Ce schéma fait le lien avec des politiques communautaires et des actions engagées comme la politique locale du commerce, le numérique, la santé ou les mobilités. Les actions développées dans ce schéma ne pourront toutes être engagées, mais elles donnent des perspectives d'accompagnement potentielles pour aider à un maillage d'usages répondant aux besoins actuels et modernes du public. La commission propose d'engager un travail de définition des priorités sur le territoire, avec l'accompagnement du Département.

Le conseil communautaire est informé de la suppression d'agences postales sur plusieurs communes. Le conseil communautaire demande le maintien de l'intégralité des agences postales sur l'ensemble du territoire de l'agglomération et demande à la Poste de présenter un schéma global de réorganisation de ses services. En effet, ces services postaux sont un élément essentiel de revitalisation du territoire dans un contexte national où la ruralité avec une population vieillissante nécessitent des services de proximité qui constituent des éléments structurants de l'accessibilité des services au public.

L'assemblée communautaire est invitée à délibérer.

**Aussi,**

Vu le Code Général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-1 et suivants,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, plus particulièrement, l'article L 5216-5,

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de Communes Loire-Longué et de la Communauté de Communes du Gennois avec extension aux Communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu les dispositions de l'article 98 de la loi NOTRE du 8 août 2015 et le décret n° 2016-402 du 4 avril 2016 relatif aux modalités d'élaboration des schémas départementaux d'amélioration de l'accès des services aux publics,

Considérant le projet de schéma du Maine-et-Loire soumis à consultation de la communauté d'agglomération, et vu l'exposé ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la commission du 7 septembre 2017, et l'intérêt de ce schéma pour aider à un meilleur maillage d'usages des services marchands ou non marchands de première nécessité,

le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics de Maine-et-Loire,
- de solliciter l'appui du Département pour identifier les besoins d'organisation et d'adaptation spécifique au saumurois, et les actions prioritaires du schéma à engager avec les acteurs et partenaires,
- d'intervenir auprès du groupe « La Poste » pour un maintien de la présence postale en adéquation avec le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics sur le territoire communautaire.

**La délibération est adoptée à l'unanimité.**

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,

Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire

Date de réception en sous-préfecture



Insertion au RAA du 3ème trimestre 2017

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 – Domaine de Compétence par thème	8.4 Aménagement du territoire
-------------------	-------------------------------------	-------------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée »*